Culture du risque cyclonique et résilience individuelle en Guadeloupe et à Saint-Martin

Individual resilience and risk culture: how are they related? Addressing the hurricane risk culture in Guadeloupe and Saint-Martin

Fanny Benitez, Magali Reghezza-Zitt et Nancy Meschinet de Richemond

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/18567>

DOI : 10.4000/echogeo.18567

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Fanny Benitez, Magali Reghezza-Zitt et Nancy Meschinet de Richemond, « Culture du risque cyclonique et résilience individuelle en Guadeloupe et à Saint-Martin », *EchoGéo* [En ligne], 51 | 2020, mis en ligne le 15 avril 2020, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/18567> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.18567>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Culture du risque cyclonique et résilience individuelle en Guadeloupe et à Saint-Martin

Individual resilience and risk culture: how are they related? Addressing the hurricane risk culture in Guadeloupe and Saint-Martin

Fanny Benitez, Magali Reghezza-Zitt et Nancy Meschinet de Richemond

- 1 L'expression « culture du risque » est très présente dans le discours des acteurs français de la prévention des catastrophes et de la gestion de crise. Le glossaire du portail Géorisque, labellisé par le ministère de la Transition écologique et solidaire, la définit comme :

« la connaissance par tous les acteurs (élus, techniciens, citoyens, *etc.*) des phénomènes naturels et l'appréhension de la vulnérabilité. L'information des populations, et ceci dès le plus jeune âge, est le moteur essentiel pour faire progresser la culture du risque. Celle-ci doit permettre d'acquérir des règles de conduite et des réflexes, mais aussi de débattre collectivement des pratiques, des positionnements, des enjeux, *etc.* Développer la culture du risque, c'est améliorer l'efficacité de la prévention et de la protection. En faisant émerger toute une série de comportements adaptés lorsqu'un événement majeur survient, la culture du risque permet une meilleure gestion du risque » (portail www.georisques.gouv.fr, consulté en octobre 2019).
- 2 Cette définition du portail Géorisque agrège un ensemble de notions proches mais distinctes (connaissance du danger, règles de conduites, comportements, *etc.*). Elle illustre le caractère relativement « vague » (Blesius, 2013) de l'expression « culture du risque » qui renvoie cependant à « des idées clés, telles que celles de pédagogie, d'apprentissage, de connaissances acquises d'une menace » (*ibid.*). Elle montre aussi que la « culture du risque » est étroitement associée à la prévention des catastrophes. Elle est appréhendée à l'échelle collective, tout en étant vue comme un facteur d'évolution des comportements individuels.
- 3 Dans les retours d'expérience publics qui ont suivi les ouragans de la saison 2017 (Irma, José, Maria) et auxquels nous avons pu assister, dans les entretiens que nous avons pu

mener auprès des personnes impliquées dans la gestion de la crise, nombreux sont ceux qui ont évoqué la « culture du risque des Saint-Martinois » (nous citons) et, au-delà, des « Antillais », pour expliquer la faiblesse relative du nombre de victimes (11 morts pour Irma, 2 pour Maria), malgré l'intensité des aléas cycloniques. Les gestionnaires relient cette « culture du risque » à la récurrence de processus physiques intenses et potentiellement destructeurs : pour eux, la « culture du risque cyclonique dans les Antilles » est élevée, car elle découlerait de « l'habitude des phénomènes ». Elle permettrait l'adoption de mesures de sauvegarde appropriées, telles que le respect des consignes de confinement ou la constitution préventive de stocks d'eau et de vivres et expliquerait *in fine* la résilience des populations. Par « résilience », ils entendent la capacité à survivre à des événements catastrophiques majeurs et à limiter l'endommagement, à s'auto-organiser pendant la phase d'urgence qui suit le cyclone, et à se relever (reconstruction matérielle et/ou psychologique).

- 4 Ces discours font échos aux travaux qui montrent le rôle de la perception des risques, de l'expérience, des mémoires, des apprentissages dans la prévention des catastrophes (D'Ercole et Dollfus, 1996 ; Beck *et al.*, 2012 ; Beck *et al.*, 2018), notamment dans les Antilles (Pagney et Suedois, 1999 ; Pielke *et al.*, 2003 ; Jno-Baptiste et Yacou, 2007 ; Lopez-Marrero et Wisner, 2012 ; Lopez-Marrero *et al.*, 2013). Plusieurs travaux établissent également un lien entre ces dimensions de la « culture du risque » et la résilience (Weichselgartner *et al.*, 2016). Néanmoins, la généralisation de la « culture du risque cyclonique » à l'ensemble des habitants d'un territoire, et *a fortiori* d'une région du monde aussi hétérogène que les Antilles, doit être questionnée. De plus, la « culture du risque » est généralement définie comme une construction collective (Beck, 2006). Comment passe-t-on du collectif à l'individuel ?
- 5 Dans les entretiens et les retours d'expérience, les gestionnaires de crise font état à plusieurs reprises des comportements qu'ils qualifient d'« inappropriés » ou de « dangereux », du non-respect des consignes de prévention et de mise en sécurité, des prescriptions réglementaires en matière de réduction de la vulnérabilité, du manque de préparation de certains foyers. Ces observations invitent à se demander comment la « culture du risque » intervient dans les stratégies préventives et les comportements que les individus qui habitent des territoires à risques adoptent face aux menaces, aux crises et aux catastrophes. Les discours sur la « culture du risque » tendent à essentialiser la capacité à faire face des populations à l'échelle d'un territoire au motif que les habitants ont l'expérience et/ou la mémoire des aléas. Le fait d'habiter des territoires soumis à des processus physiques intenses et récurrents implique-t-il mécaniquement des processus d'apprentissage qui se traduisent par la mise en œuvre de réponses individuelles appropriées en cas d'occurrence de l'aléa ? Quel lien existe-t-il entre les différentes composantes de la « culture du risque » (conscience et perception des risques, expériences et mémoire des catastrophes, connaissance des mesures de sauvegarde) qui sont supposées naître de l'« habitude » des cyclones et les capacités de résilience des individus constatées *a posteriori* ?
- 6 Nous formulons ici une double hypothèse. D'une part, les éléments constitutifs de la culture du risque interviennent dans la résilience des individus, mais de façon extrêmement complexe. La résilience d'une personne dépend des réponses qu'elle met (ou non) en œuvre face à une menace, un aléa, une crise (Benitez, 2018 ; Reghezza-Zitt et Rufat, 2019). Si ces réponses peuvent être nourries par l'information préventive, l'apprentissage, l'éducation au risque ou la mémoire des catastrophes, elles ne sont pas

appliquées systématiquement par les individus, y compris lorsque ces derniers possèdent une « culture du risque ».

- 7 D'autre part, la « culture du risque » ne peut pas être généralisée à l'échelle d'une population, ni *a fortiori* d'un territoire, sauf à donner à ce terme un sens précis, qui permette de distinguer les réponses individuelles effectivement mises en œuvre pendant un événement, des processus d'apprentissage collectifs, qui évoluent au gré de l'occurrence des aléas, mais aussi des dynamiques démographiques, sociales, économiques, politiques, environnementales.
- 8 Dans une première partie, nous reviendrons sur la notion de « culture du risque » et ses liens avec la résilience. Après avoir présenté le terrain d'étude et la méthodologie de l'enquête réalisée, nous montrerons que les personnes interrogées ont conscience du risque cyclonique et une connaissance des conduites à tenir en cas de crise. Toutefois, les récits individuels montrent que l'existence de la « culture du risque » doit être nuancée et qu'elle ne conduit pas mécaniquement à l'adoption de réponses ou de comportements appropriés en cas de crise. Ce constat amène à discuter des limites de la notion de « culture du risque » appliquée à l'échelle individuelle.

Culture du risque : une formule simple qui cache des réalités complexes

- 9 L'apparence neutre, simple et évidente de l'expression « culture du risque » mobilisée par les gestionnaires et les référentiels d'action contraste avec l'absence de définition claire. La « culture du risque » agrège en réalité différentes notions empruntées au champ scientifique.

Différentes acceptions scientifiques de la culture de risque

- 10 Jean-Christophe Blesius souligne qu'il n'existe pas de « définition précise » de la culture du risque (Blesius, 2013). Dans la littérature scientifique, le terme renvoie effectivement à plusieurs acceptions distinctes.
- 11 La première est celle de la théorie culturaliste (Douglas et Wildavsky, 1982 ; Slovic, 2010 ; Kermisch, 2010) qui met l'accent sur la manière dont les individus conçoivent, se représentent et s'approprient les risques, ainsi que sur leurs préférences (aversion au risque) (Peretti-Wattel, 2005 ; Langumier et Verdier, 2015 ; Bretesché et Gherardi, 2018). Les travaux se focalisent sur les personnes et les risques perçus (Ghoul *et al.*, 2018). Ce champ de recherche inclut la question de l'évaluation des risques par les individus et celle des biais cognitifs.
- 12 La deuxième acception, parfois proche de la précédente, est celle de l'approche constructiviste, qui considère le risque comme une construction sociale, individuelle et collective, située et datée (Beck, 1986 ; Giddens, 1994 ; Boudia, 2013). La culture du risque y désigne l'ensemble des représentations et des pratiques qui structurent le rapport au risque, y compris chez les gestionnaires (Meschinet de Richemond, 2016).
- 13 Plusieurs travaux portent aussi sur la « connaissance » des risques qu'ils explorent à travers les notions de perception et de représentation, mais sans forcément se référer à l'approche culturaliste ou constructiviste. Dans le cas français, de nombreuses recherches (Rode, 2009 ; Hellequin *et al.*, 2013 ; Weichselgartner *et al.*, 2016) ont étudié

les représentations du risque, en particulier dans les Antilles (Thouret et D'Ercole, 1995 ; Mas et Leone, 2009 ; Mas, 2012). L'évaluation de la connaissance des aléas et des situations d'exposition s'appuie notamment sur des cartes mentales (Beck et Glatron, 2009 ; Lamarre *et al.*, 2016). De nombreux travaux questionnent également la mémoire des événements (Dollfus et D'Ercole, 1995 ; Favier et Granet-Bisset, 2000 ; Le Blanc, 2010 ; November *et al.*, 2011) afin de comprendre comment ils alimentent la connaissance des dangers, chez les populations et les gestionnaires.

- 14 Enfin, des chercheurs évaluent la connaissance des comportements appropriés en situation d'alerte ou de crise (Goeldner-Gianella *et al.*, 2016). Ces travaux peuvent recouper ceux qui portent sur l'information préventive ou sur l'éducation aux risques (Douvinet *et al.*, 2013 ; Dournel *et al.*, 2015).
- 15 De nombreux travaux scientifiques font, par conséquent, explicitement référence à la culture du risque, sans toutefois la définir précisément. Ils en déclinent en revanche les composantes, qui font l'objet de formalisations scientifiques rigoureuses : connaissance, conscience, perception, mémoire, *etc.* Le sens de l'expression varie donc en fonction des disciplines et de l'échelle considérée (individu, groupe, communautés, territoire). En croisant la littérature scientifique, les documents de gestion et le discours des gestionnaires, nous proposons dans cet article, d'adopter une définition large de la « culture du risque ». Par cette expression, nous entendrons l'ensemble des connaissances sur l'aléa, l'exposition, le niveau de risque, les conduites à tenir, qui permettent aux individus de faire face à un événement potentiellement dommageable. Nous considérons la culture du risque comme un construit social dynamique, qui s'appuie sur les mémoires individuelles et collectives, les expériences individuelles, l'information préventive, l'éducation aux risques, les exercices de simulation, *etc.*

Complexité des liens entre la culture du risque, la vulnérabilité et la résilience

- 16 La question de la culture du risque est pensée en lien avec la vulnérabilité et la résilience. Le concept de vulnérabilité a été notamment développé dès les années 1970 dans les *natural hazard research* et les *disaster studies* (White et Haas, 1975 ; Wisner *et al.*, 1977) pour expliquer la fragilité des individus, sociétés et territoires face à l'occurrence d'un aléa. Est vulnérable tout élément, directement ou indirectement exposé à un aléa, qui est susceptible de subir un dommage en cas d'occurrence de cet aléa (Becerra et Peltier, 2009). Nous nous focalisons, dans cet article, sur la vulnérabilité sociale (Wisner *et al.*, 2004), qui permet de mettre l'accent sur les facteurs expliquant les impacts négatifs d'un aléa sur un groupe humain ou un territoire. La vulnérabilité sociale s'enracine dans l'incapacité à anticiper le danger, à faire face à l'urgence ou la crise, à construire des réponses réactives ou proactives face à l'occurrence de l'aléa et à la situation de crise qui en découle.
- 17 Le terme de « résilience » s'est, quant à lui, imposé progressivement dans le champ de la réduction des catastrophes, passant d'un concept descriptif (Klein *et al.*, 2003 ; Wisner *et al.*, 2004 ; Birkmann, 2006 ; Lhomme, 2012) à une injonction normative inscrite dans les agendas politiques internationaux (Manyena *et al.* 2011). Avec les cadres d'action de Hyogo (UNISDR, 2005), puis de Sendai (UNISDR, 2015), la résilience a été adoptée à l'échelle internationale (Revet, 2011), y compris dans des pays comme la France où le terme n'appartient pas au vocabulaire courant, et où il fait figure, pour les

praticiens, de néologisme (Reghezza et Rufat, 2015). Dans la littérature scientifique sur les catastrophes naturelles, la résilience est au départ un concept descriptif (Weichselgartner et Kelman, 2015), utilisé pour décrire le processus qui permet à une société ou un territoire d'absorber un choc et de se relever malgré les dommages subis (Reghezza *et al.*, 2012). De nombreux travaux assimilent la résilience à la capacité de groupes ou de communautés à faire face à des pressions ou des perturbations extérieures (« *the ability of groups or communities to cope with external stresses and disturbances* ») (Adger, 2000).

- 18 L'introduction de la notion de résilience s'y est opérée en lien avec le concept de vulnérabilité, même si le rapport entre les deux notions a été fortement discuté (Cutter *et al.*, 2008 ; Gaillard, 2010). Si l'on retient la lecture qui oppose vulnérabilité et résilience (Adger *et al.*, 2005 ; Folke *et al.*, 2002), la résilience des personnes vulnérables est hautement paradoxale. Et même si l'on admet que la vulnérabilité et la résilience ne s'opposent pas comme les deux faces d'une même médaille (Gallopain, 2006 ; Provitolo et Reghezza-Zitt, 2015), il est nécessaire de comprendre comment, malgré leur vulnérabilité, les individus sont capables de faire face à des événements majeurs et aux crises qui en résultent, alors que leur situation (physique, économique, sociale, politique, environnementale) les expose, *a priori*, à subir des dommages majeurs (Wisner, 2016).
- 19 Les travaux scientifiques ont depuis longtemps montré qu'une faible culture du risque, qui se traduit par la méconnaissance des dangers et la sous-évaluation du risque, la perte de la mémoire des événements, l'ignorance des mesures de sauvegarde, est un facteur majeur de vulnérabilité (Fabiani et Theys, 1987 ; D'Ercole *et al.*, 1994). À l'inverse, l'information préventive, l'apprentissage et la préparation sont présentés comme des leviers importants pour améliorer la résilience des populations habitant dans des territoires à risque (Weichselgartner *et al.*, 2016). Pour autant, ces constats ne signifient pas que l'on soit en présence de causalités simples. Le détail des liens et interrelations entre ces différents éléments est encore insuffisamment documenté.

La culture du risque à l'épreuve des discours des acteurs guadeloupéens

- 20 Dans le cas des Antilles françaises, et plus précisément de l'archipel Guadeloupéen et de Saint-Martin, les discours officiels posent comme acquise l'existence de la « culture du risque » cyclonique. Ils l'expliquent en particulier par la récurrence des aléas. Nous souhaitons mettre à l'épreuve cette affirmation. Pour cela, nous avons réalisé une enquête auprès des populations et des acteurs qui sont intervenus dans la gestion de la crise cyclonique de 2017 à Saint-Martin.

L'archipel guadeloupéen et Saint-Martin : de l'exposition à la vulnérabilité sociale

- 21 La Guadeloupe est un archipel composé de quatre îles ou groupes d'îles situées à 6 500 km de la métropole : la Guadeloupe continentale, avec la Grande-Terre et la Basse-Terre qui sont séparées par un étroit canal appelé « Rivière Salée » ; l'archipel des Saintes composé de sept îles dont deux sont habitées ; la Désirade et Marie-Galante. Saint-

Martin et Saint-Barthélemy composent les îles françaises du nord. Elles étaient administrativement rattachées à la Guadeloupe jusqu'en 2007 et sont aujourd'hui des collectivités d'Outre-Mer (COM) (Diémert, 2007 ; Benoît, 2008). Saint-Martin est une île de 90 km², située à 250 km au nord de l'archipel Guadeloupéen (Redon, 2006). Elle est divisée en deux, avec au nord une partie française, et au sud une partie hollandaise.

- 22 Ces territoires sont exposés à des risques « naturels majeurs » (Burac, 1999). L'aléa cyclonique constitue une menace récurrente (Duvat, 2008 ; Huc et Etna, 2015, Garnier *et al.*, 2015), qui s'exprime de façon variée sur les territoires mais est susceptible de provoquer des dommages considérables. Il n'existe pourtant pas de causalité linéaire entre ces aléas et les catastrophes : comme le rappelle depuis plusieurs décennies la littérature scientifique, les catastrophes « naturelles » s'enracinent dans des vulnérabilités pré-existantes (O'Keefe *et al.*, 1976 ; Jeffery, 1982). Celles-ci résultent de la combinaison entre des facteurs biophysiques (nature, intensité, fréquence des processus, exposition, fragilité physique) et des facteurs sociaux, qui définissent la vulnérabilité sociale (Wisner *et al.*, 2004).
- 23 De nombreux travaux ont montré que les Antilles, tout en restant fortement hétérogènes, étaient caractérisées par des fragilités sociales structurelles, en partie héritées, en partie dynamiques, (Lewis, 2009). De façon générale, la littérature scientifique sur la vulnérabilité sociale établit des liens entre développement et susceptibilité à subir des dommages, à l'échelle individuelle et collective. Ce lien est souvent mis en évidence dans le cas des Antilles françaises. Virginie Duvat soulignait dès 2008, à propos de Saint-Martin, l'extrême fragilité des Saint-Martinois et pointait le rôle de la fragmentation socio-culturelle et des disparités économiques (Duvat, 2008). Les îles de l'archipel Guadeloupéen et Saint-Martin accusent toujours un différentiel de développement par rapport à la moyenne nationale française (Chenet *et al.*, 2014 ; Goujon et Hoarau, 2015). Les inégalités de développement entraînent des processus d'exclusion, de marginalisation et augmentent la précarité des conditions de vie au quotidien. Elles sont pour ces raisons considérées comme un facteur important de vulnérabilité des populations (Pagney, 1999 ; Pagney Bénito-Espinal, 2003 ; Pielke *et al.*, 2003 ; Nicolas *et al.*, 2018).
- 24 De nombreux travaux mettent également l'accent sur les rapports complexes entre les acteurs locaux et l'État central, qui traduisent des enjeux plus large en matière de « souveraineté », de gouvernance, d'« empowerment » ou de « reflux du politique » (Daniel, 2009 ; Bonilla, 2015) et qui participent également à la fabrique de la vulnérabilité sociale.
- 25 Enfin, plusieurs analyses soulignent l'importance de l'insularité et de la distance, qui constituent des freins pour l'envoi des secours et la gestion de crise (Chenet *et al.*, 2014 ; Leone *et al.*, 2018). Dans le cas de Saint-Martin, la Désirade, les Saintes ou Marie-Galante, on parle même de double-insularité (Nicolas, 2005a et 2005b ; Duvat, 2008 ; Redon et Grancher, 2014), voire « d'hyper-insularité » (Taglioni, 2011).

Recueillir des récits de vie pour rendre compte de trajectoires individuelles de vulnérabilité et de résilience

- 26 Les résultats présentés dans cet article s'appuient sur des enquêtes de terrain réalisées entre 2017 et 2019, en Guadeloupe et en France métropolitaine. Un premier terrain de six mois a été réalisé en Guadeloupe entre janvier et juin 2017, avant les ouragans Irma

et Maria, puis un second, collectif, d'un mois en 2019. Nous ne nous sommes pas rendus physiquement à Saint-Martin. Nous avons pu, en revanche, interroger des personnes qui avaient vécu Irma, José et Maria sur cette île, par téléphone et visioconférence ou en Guadeloupe.

- 27 Nous avons choisi de pratiquer des entretiens approfondis, semi-directifs, en interrogeant les individus sur la base d'un récit de vie, afin de saisir les contextes familiaux, socio-politiques et économiques sur un temps long. Nous commençons par demander aux personnes si « elles avaient déjà vécu des catastrophes naturelles au cours de leur vie ». Le récit permettait de reconstituer l'expérience de ces personnes, leurs perceptions des aléas et des crises qu'elles avaient subies, d'identifier la nature des réponses mises en œuvre et d'en comprendre les causes. La grille d'entretien permettait aussi d'évaluer la conscience du risque et la connaissance des conduites « appropriées », telles qu'elles sont définies par les pouvoirs publics.
- 28 Nous avons finalement interrogé 88 personnes lors d'entretiens qui ont duré entre une heure et six heures, en français et/ou créole (sans traducteur). La moitié des entretiens ont été réalisés avant les ouragans de 2017. Les personnes évoquaient spontanément les cyclones, les séismes et la crise de la Soufrière de 1976. Les personnes interrogées en 2019 l'ont été à partir de la même grille, mais nous avons consacré un temps particulier à l'expérience récente d'Irma et/ou de Maria. Certaines personnes interrogées en 2017 ont accepté de nous rencontrer en 2019 : l'entretien a été réalisé toutefois par une personne différente de celle qui avait réalisé le premier entretien, tout en étant introduite par elle. Ce nouvel entretien est venu compléter l'entretien initial.
- 29 Les entretiens ont été réalisés dans des contextes divers : au domicile, dans des espaces associatifs ou des lieux publics. Nous avons par exemple eu la chance d'être accueilli au sein de maisons associatives, telle que la maison des Aînés de Basse-Terre, ou encore des associations comme le « Volcan Fleuri » à Saint-Claude, qui regroupent des personnes de plus de 60 ans. Cette opportunité explique la présence dans notre échantillon d'une proportion importante de cette tranche d'âge (40 %). Ce biais est assumé comme tel : nous souhaitions pouvoir interroger des personnes qui avaient vécu plusieurs cyclones afin de saisir la relation entre l'expérience acquise et les facteurs de vulnérabilité associés à l'âge que la littérature met en évidence (mobilité réduite, isolement, etc.) (Cannon, 1994).
- 30 Nous avons complété ce travail par 25 entretiens avec des acteurs de la prévention des risques et de la gestion des crises, qui ont été impliqués dans la gestion des ouragans en 2017. Ces entretiens ont été réalisés pour partie en métropole, pour partie en Guadeloupe. Les répondants ont été enregistrés avec la garantie de conserver leur anonymat. Tous sont intervenus dans la gestion de la crise cyclonique de 2017. Certains ont vécu le passage d'Irma et/ou de Maria, certains sont partis sur le terrain saint-martinois ou guadeloupéen dans la phase aigüe de la crise. Certains en revanche ne sont jamais allés en Guadeloupe et ont piloté des opérations de sécurité civile ou de sécurité publique depuis Paris.
- 31 Nous avons conscience que la somme des entretiens ne permet pas de rendre compte de la totalité des habitants, mais c'est précisément l'objectif de notre démarche : les discours des gestionnaires et les guides de bonnes pratiques raisonnent à l'échelle « des populations antillaises » en les considérant généralement comme une entité homogène, alors que ces dernières sont composées d'individus qui ont chacun leur propre histoire, leur propre trajectoire de vie, leurs propres aspirations et motivations, et que les

territoires qu'ils habitent sont eux-mêmes fortement hétérogènes. Nous voulions nous appuyer sur cette singularité pour mettre à l'épreuve, à l'échelle individuelle, les liens entre le fait d'habiter un territoire à risque, la culture du risque et la résilience.

Des habitants sensibilisés au risque cyclonique

Le risque cyclonique est identifié par toutes les personnes interrogées

- 32 Lorsque nous demandons, lors des 88 entretiens réalisés avec les habitants, de classer les aléas par degré de dangerosité, les personnes interrogées considèrent systématiquement que l'aléa le plus dangereux est le séisme, car « on ne peut pas prévoir ». Le moins dangereux est l'éruption volcanique, car « on peut la prévoir longtemps à l'avance ». Le cyclone est considéré comme dangereux, mais moins que le séisme, car « on est bien informé », on est « prévenu » et « on le voit venir ». Elles admettent toutefois que les trajectoires et les intensités des cyclones sont incertaines, ce qui complique la prévision et augmente le danger.
- 33 Lorsque l'on se concentre sur les cyclones, les personnes identifient des niveaux d'intensité qui correspondent à des niveaux de risque plus ou moins forts. Celles qui avaient déjà vécu un cyclone avant Irma et Maria soulignent qu'il y a une différence entre tempêtes tropicales et cyclones. Elles donnent également le nom d'événements qu'elles qualifient de « petits cyclones » (qui correspondent à des événements classés en catégorie 2 voire 3) et insistent sur la différence avec les « ouragans » (qui correspondent à des événements classés catégorie 4 et 5), qu'elles nomment aussi souvent « les monstres ». Celles qui n'ont jamais vécu de cyclone ont plus de mal à identifier des seuils, mais sont toutes capables d'expliquer la différence entre tempête tropicale et cyclone.
- 34 Les individus sont aussi capables de dissocier l'intensité annoncée de l'aléa, des dommages effectivement subis. Une personne native de Guadeloupe nous a déclaré que le risque variait de façon très importante selon la trajectoire du cyclone. Elle explique que le passage de l'œil est déterminant et qu'à quelques kilomètres près, les dommages sont sans commune mesure. Cette personne est toutefois peu représentative de l'échantillon car elle est passionnée par les ouragans et possède une connaissance très poussée des processus. Elle se souvient parfaitement du passage de Cléo, en 1964, qu'elle raconte de façon précise, en parlant du mur de l'œil, qui « heureusement est passé très vite ». Les autres personnes interrogées sont beaucoup moins précises. En revanche, plusieurs personnes insistent sur le fait que, quelle que soit la classe du cyclone, il peut causer des dommages importants, y compris dans le cas d'aléas moins intenses que pour Hugo, Irma ou Maria, dont les noms reviennent très souvent dans les récits. Elles parlent de la pluie, des submersions marines. Les répondants insistent souvent sur la spatialisation des impacts, même si peu expliquent pourquoi telle partie du territoire est plus touchée que telle autre. Prenant le cas d'Hugo en 1989, plusieurs personnes ont par exemple déclaré que les dommages d'un cyclone annoncé sur la Guadeloupe peuvent se concentrer sur une partie de l'archipel, en laissant le reste du territoire quasi indemne. Certaines montrent des photographies personnelles pour évoquer ces dommages. Deux personnes, qui avaient vécu plusieurs cyclones, ont

insisté sur le fait qu'il pouvait y avoir des degrés de destruction très différents, parfois à quelques dizaines de mètres près. L'une parle même de « couloirs » de dommages.

Les habitants connaissent les mesures de prévention et de sauvegarde

- 35 Les 88 personnes interrogées identifient correctement la saison cyclonique. Les individus savent qu'ils doivent appliquer certaines mesures préventives et préparer leur maison à partir du mois de juin. Deux retraités, qui quittent la Guadeloupe pendant les vacances scolaires en juillet et août, disent qu'ils préparent leur maison comme si un cyclone allait arriver.
- 36 Pendant la saison cyclonique, les individus s'informent régulièrement de l'arrivée possible d'un cyclone. Selon les cas, ils utilisent la radio, la télévision et les sites internet, pour être informés en temps réel de l'évolution des processus météorologiques (intensité, trajectoire, etc.). En cas d'alerte, les individus connaissent et appliquent les consignes de mise en sécurité. Plusieurs personnes insistent sur le fait que ces consignes sont présentes dans les médias et certains nous montrent des journaux. Les répondants disent par exemple qu'à l'annonce d'un cyclone, il faut constituer des stocks. Les personnes citent toutes l'eau, la radio à piles et les denrées sèches. Elles nous montrent les volets, les barres-anticycloniques et parfois, un générateur de secours. Elles indiquent aussi qu'elles protègent les ouvertures avec des planches, rentrent les objets pouvant devenir des projectiles. Lorsque nous le leur demandons, elles parlent aussi de l'élagage des arbres et du nettoyage des gouttières.
- 37 Enfin, les répondants savent énumérer les conduites à tenir en cas de cyclone. Plusieurs personnes interrogées chez elles nous montrent dans quel sens souffle le vent pendant le cyclone et certaines expliquent qu'elles se réfugient de l'autre côté de la maison. En cas de vents très violents ou d'arrachement du toit, les répondants disent qu'il faut se réfugier dans une pièce en dur, ou à défaut, sous un escalier. Cependant, toutes les maisons n'en possèdent pas. Les personnes interrogées disent également qu'il ne faut pas sortir pendant l'œil.

Une « culture du risque » cyclonique qui doit pourtant être fortement nuancée

Le risque cyclonique est sous-estimé

- 38 La perception du danger varie fortement selon les habitants interrogés et fait apparaître une forte sous-estimation de certains risques associés aux cyclones.
- 39 Nous avons d'abord posé la question de savoir ce qui était le plus dangereux lors du passage d'un cyclone. Les réponses varient trop pour pouvoir dégager une constante. Certaines personnes citent le vent : « il arrache les toitures et transforme le moindre objet en projectile mortel ». Les personnes évoquent ici « les tôles qui décapitent », les « noix de coco qui se transforment en boulet de canon », les toitures et les citernes arrachées. D'autres déclarent que le vent n'est pas le plus dangereux voire, pour une personne, « pas dangereux quand on est à l'abri dans une maison bien construite ». En particulier, les personnes qui habitent en bord de mer et qui ont déjà subi des

submersions marines, sont bien plus sensibles à ce risque. Certaines, en revanche, sous-estiment les risques liés aux fortes pluies et à la submersion. Aucun des 88 répondants n'a cité spontanément le risque de crue lié aux précipitations, ni les risques de glissement de terrain.

- 40 Qu'il s'agisse de vent ou d'eau, lorsqu'on demande aux gens s'ils pensent être vulnérables au cyclone, la très grande majorité déclare qu'ils sont en sécurité parce que leur maison est sûre, soit parce qu'elle est récente, soit parce qu'ils se sont renseignés au moment de la construction (réponse récurrente chez les personnes nées en France métropolitaine), soit parce qu'elle a déjà connu plusieurs cyclones (natifs de l'île ou de la Caraïbe et métropolitains installés depuis plusieurs années). Plusieurs personnes disent rester chez elles pour « vérifier si la maison tiendra ». Certes, à l'annonce d'un cyclone majeur, certaines personnes quittent leur domicile pour rejoindre leur famille, des amis ou des voisins. Certains le font pour se mettre en sécurité, mais beaucoup disent aussi préférer ne pas rester seuls. La présence d'enfants est souvent un motif de départ du logement, même lorsque le logement est considéré comme sûr. Par exemple, pendant Hugo en 1989, À.*, qui a aujourd'hui 76 ans, était institutrice et habitait un logement de fonction. Elle a d'abord pensé rester, considérant que le bâtiment était sûr ; mais « quand Hugo a été annoncé en catégorie 5 », elle l'a quitté avec ses enfants, car ses voisins lui avaient dit que la construction était trop fragile et « qu'un monstre arrivait ». L'état de son domicile après Hugo a démontré à À.* qu'elle avait nettement sous-estimé le danger. Plus largement, plusieurs témoignages soulignent que les personnes minorent le risque, qu'elles aient ou non vécu des cyclones. C.*, qui habite depuis huit ans à Marie-Galante et n'avait jamais vécu de cyclone, est restée seule chez elle avec ses enfants durant Maria, alors que son compagnon était en voyage. Elle a décliné la proposition de ses voisins et de ses amis de les rejoindre. Ce fut aussi le cas de leur voisin, resté chez lui alors qu'il était âgé. Elle admet *a posteriori* qu'elle avait sous-estimé la puissance du cyclone et qu'il aurait été plus sûr de ne pas rester seule. B.* et son épouse sont également restés chez eux. B.* déclare à plusieurs reprises que sa maison est sûre, mais son épouse nous montre la fenêtre qui a cédé pendant Maria. J.-C*., qui habite la Grande-Terre, reconnaît que sa maison était insuffisamment préparée et que les dommages auraient été bien plus importants si le cyclone était passé plus au nord. E.* 77 ans, qui est née et habite sur la Basse-Terre, explique qu'elle est restée seule chez elle, pensant que sa maison était solide, mais qu'elle n'avait pas pensé que le toit du voisin s'arracherait. Le toit est heureusement tombé à quelques mètres de sa maison. Elle raconte qu'elle a fait l'expérience de plusieurs cyclones, mais qu'elle n'a jamais eu aussi peur. L'ensemble des récits converge ainsi vers l'idée que, quelle que soit l'expérience passée des cyclones, les individus sous-estiment leur exposition et leur vulnérabilité ou celle de leur habitation.

Les limites de l'information préventive

- 41 L'information préventive est parfois mal comprise par les habitants. Dans leurs discours, plusieurs personnes ont ainsi fait une différence explicite entre cyclones et ouragans. Lorsque nous demandons s'il faut faire une distinction entre les deux, une personne répond que « maintenant, il n'y a plus que des ouragans ». Une autre personne indique que « les ouragans, c'est plus fort », et que le changement est lié au réchauffement climatique dont parlent les médias. De plus, qu'elles soient ou non natives des Antilles, les personnes confondent très souvent les niveaux de vigilance et

le classement des cyclones sur l'échelle Saffir-Simpson. Les personnes emploient rarement les termes de vigilance rouge, violette ou encore grise utilisés par les services de l'État et les bulletins météorologiques.

- 42 L'ensemble de ces réponses montre que la connaissance du risque cyclonique reste imparfaite, et que s'approprier l'information ne va pas de soi. Ceci a des conséquences sur l'application des mesures préventives et comportementales. En effet, si les mesures générales sont diffusées par les autorités au travers des médias (presse écrite, télévision, réseaux sociaux) et des documents d'informations préventives, de nombreuses personnes interrogées témoignent de leur difficulté à associer ces mesures aux différentes phases du passage des cyclones. À.**, 17 ans, qui habite à Marie-Galante, raconte par exemple qu'après Maria, elle a mis longtemps à sortir. Elle a appris à l'école que les vents s'arrêtent de souffler pendant le passage de l'œil, mais ne connaît pas la durée de ce phénomène. Pendant Maria, elle est enfermée chez elle avec sa mère et son frère. Privées d'informations à cause des coupures de courant, d'internet et de signal radio, sa mère et elle ont du mal à identifier ce qui se passe à l'extérieur. Lorsque les vents se calment, elles hésitent longtemps à sortir, se demandant s'il s'agit de l'œil ou de la fin du cyclone.
- 43 Les témoignages montrent plus généralement que les mesures préventives de l'immédiat post-cyclone sont insuffisamment connues. Lorsque nous demandons si les consignes de la vigilance grise (sans nommer la vigilance elle-même) sont appliquées, les répondants déclarent qu'elles ne sont pas ou peu suivies, y compris par eux-mêmes. Plusieurs personnes expliquent que de toutes façons, dans la mesure où la radio, la télévision et internet ne fonctionnent plus, elles ne savent pas quand la vigilance rouge (ou violette) est levée. Elles se fient alors à leurs observations : baisse de l'intensité du vent et/ou des précipitations, surveillance de l'activité dans les rues, etc.

La mise en œuvre des conduites appropriées n'est pas automatique, même chez des personnes qui ont déjà vécu des cyclones

- 44 Plusieurs personnes constatent que les consignes de sauvegarde ne sont pas toujours suivies, y compris par elles-mêmes. Les répondants notent chez les « autres » (voisins, touristes) des comportements dangereux qu'ils qualifient d'« inconscients ». Par exemple, un habitant de la Basse-Terre s'empporte contre une femme qui, alors qu'il y avait une alerte cyclonique en cours, faisait des photos de la mer déchaînée et qui a failli être emportée par une vague. Les personnes âgées et les natifs de l'archipel regrettent que l'élitage et le nettoyage soit insuffisant. Une personne parle des épaves de voitures sur les bas-côtés des routes, qui constituent des projectiles potentiels très dangereux.
- 45 Au fil de l'entretien, les personnes reconnaissent qu'elles-mêmes ne font pas toujours ce qu'il faudrait faire. Parfois, il s'agit simplement de comportements qui induisent des dommages sans gravité. À.*** explique en souriant qu'elle a toujours son congélateur rempli, alors qu'elle sait que l'ouragan provoque des coupures de courant et qu'elle perdrait sa nourriture. D'autres comportements conduisent à des mises en danger plus grave. À.***, qui a vécu plusieurs cyclones, dit avoir passé Maria seule chez elle, sans radio à piles (il n'y en avait plus au magasin et elle n'est pas allée en chercher ailleurs, car Maria était alors annoncé en catégorie 2 et qu'elle pensait que ce serait un phénomène de faible intensité), et avec son téléphone portable déchargé. Elle a ainsi

été « coupée du monde ». Elle raconte sa peur. E.*, 76 ans, est également restée seule chez elle pour ne pas abandonner son chien et son chat, alors que voisins et famille lui avaient proposé de l'accueillir. Elle avait confiance dans sa maison. Plusieurs mois après Maria, elle évoque sa terreur avec beaucoup d'émotions. Toujours pour Maria, M.-P.* décide de partir de chez sa mère pour aller fermer sa maison, alors qu'il y a « une rivière d'eau » sur les routes. Elle raconte qu'elle a croisé, ce soir-là, de nombreux véhicules qui circulaient malgré le danger. J.* décide également pendant Maria, d'aller voir ses chevaux à 6 km de chez lui, parce qu'il est inquiet pour ses bêtes. Tous ces exemples montrent que les individus ne mettent pas en œuvre les mesures de sauvegarde recommandées, alors même qu'ils les connaissent.

- 46 La non application des consignes de sauvegarde est aussi mise en évidence dans les entretiens réalisés avec les personnels de la sécurité civile et intérieure qui étaient présents à Saint-Martin lors du passage d'Irma. Un gendarme présent dans le centre opérationnel de crise de la préfecture (COD) raconte qu'ils ont reçu des appels de détresse de Saint-Barthélemy, puis de Saint-Martin, au moment de l'arrivée du cyclone Irma (les numéros d'urgence sont basculés sur le COD), et jusqu'à la coupure du courant. Les personnes au téléphone se trouvaient dans un grand état de panique et ne connaissaient pas les mesures de sauvegarde. Des gendarmes et des personnels d'ONG soulignent que certains Saint-Martinois n'avaient pas constitué de stocks suffisants. Ils observent que les populations, en particulier les métropolitains installés dans l'île, ne se préparent pas suffisamment à l'arrivée des cyclones en dehors des alertes, et n'appliquent pas la consigne de constituer des stocks dès le mois de juin. Ils évoquent également le cas des touristes, ou des fonctionnaires récemment arrivés sur l'île, qui se sont trouvés totalement démunis face au cyclone Irma. Ce constat est confirmé par le témoignage d'une touriste métropolitaine qui logeait seule dans une maison en bord de mer. Elle dit ne pas avoir été informée de la gravité d'Irma et n'avoir trouvé aucune information sur les lieux refuges. Toutefois, des habitants anciennement installés sur l'île reconnaissent aussi s'être mal préparés. Une dame qui avait vécu Luis en 1995 explique ainsi que son mari est parti mettre son bateau à l'abri et qu'elle-même avait considérablement sous-estimé la violence d'Irma, parce qu'elle pensait que « ça ne pourrait pas être pire [que Luis] ».
- 47 La démographie de Saint-Martin est certes très différente de celle de l'archipel guadeloupéen avec la présence de populations récemment installées ou de touristes (Redon, 2006 ; Duvat, 2008). Le cas de Saint-Martin rappelle qu'il est impossible de généraliser une « culture du risque » à l'échelle des Antilles, sans prendre en compte l'hétérogénéité des territoires et de populations qui les habitent. Il montre que la culture du risque est bien une construction qui se fabrique dans les interactions permanentes entre les environnements biophysiques et sociaux et qui co-évolue avec les dynamiques territoriales (démographiques, économiques, sociales, politiques) (Pigeon, 2005). À l'échelle individuelle, l'expérience des événements passés n'implique pas automatiquement une mise en œuvre des mesures préventives et des comportements de sauvegarde, alors même que les personnes les connaissent.

La construction de la « culture du risque » à l'échelle individuelle : un processus complexe qui ne garantit pas la résilience.

- 48 Dans le préambule du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) de Guadeloupe de 2014, il est écrit que « l'information préventive doit être développée pour inculquer une véritable culture du risque à la population et pour que chacun adopte les conduites appropriées » (DDRM, 2014, p. 3). Cet effort de prévention est globalement réalisé. Il existe une information abondante, produite par les autorités et relayée par la presse et les médias. Elle est disponible et accessible. Pourtant, le discours des habitants interrogés montre que le risque est parfois sous-évalué, que les messages d'alerte sont parfois mal compris, que la préparation au début de la saison cyclonique est encore insuffisante et que les comportements pendant l'événement ne sont pas toujours adaptés ni les consignes de sauvegarde respectées. On voit ainsi que le passage de la « culture du risque » collective à une culture individuelle de la sécurité, c'est-à-dire à l'adoption systématique des mesures préventives et des comportements considérés comme « appropriés » en cas de crise, n'est pas automatique.

Une « habitude des cyclones » ?

- 49 Les gestionnaires de crise interrogés considèrent que l'« habitude » des cyclones permet aux populations d'évaluer correctement le risque, et que leur expérience est le gage d'un apprentissage, qui permet une mise en œuvre répétée des conduites appropriées. Pourtant, la fréquence d'événements majeurs reste rare à l'échelle d'une vie humaine. Les deux derniers ouragans de catégorie 4 à être passés sur l'archipel Guadeloupéen, Hugo et Luis, dataient respectivement de 1989 et 1995. Cléo et Inez sont également passés sur l'archipel en 1964 et 1966 et ont été classés en catégorie 3, avec des vents de 250 km/h et 244 km/h en intensité maximale. Des aléas d'intensité moindre ont provoqué des dommages importants : ils sont mentionnés dans les récits lorsque les répondants ou leurs proches ont subi eux-mêmes des impacts. Les récits montrent d'ailleurs que la perception d'un même événement varie en fonction des personnes.
- 50 Les réponses des 88 habitants suffisent immédiatement à nuancer l'affirmation des gestionnaires d'une « habitude des cyclones ». Les cyclones font partie du quotidien des habitants au sens où le risque cyclonique est identifié par les habitants, qu'il n'est pas occulté ou minoré par les différents acteurs du territoire. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la presse écrite et les multiples publicités pour les volets anti-cycloniques ou les assurances. Mais cette présence du risque, cet affichage, n'a rien à voir avec une « habitude » des phénomènes, en particulier des phénomènes majeurs, qui supposerait une régularité plus forte des aléas. Les récits montrent en outre que chaque aléa est singulier dans sa manifestation et ses impacts, si bien que les réponses des individus vont être différentes d'un événement à l'autre. Il y a donc une dichotomie importante entre les temporalités du territoire et le temps de l'expérience individuelle.

Le rôle de la mémoire

- 51 La faible occurrence à l'échelle d'une vie humaine de catastrophes cycloniques majeures crée en particulier un hiatus entre l'expérience individuelle d'événements moyens ou faibles, qui renforce la confiance dans ses capacités à faire face, et des épisodes majeurs qui appellent des mesures de vigilance renforcées et provoquent des situations de risque accrues.
- 52 Ce biais pourrait être compensée par la mémoire collective des catastrophes passées. Les autorités considèrent d'ailleurs que la mise en mémoire favorise la conscience des dangers et la diffusion des comportements de sauvegarde. Pourtant, il n'y a pas de construction systématique d'une mémoire collective territorialisée des événements et catastrophes cycloniques en dehors de manifestations ponctuelles (exposition aux archives départementales sur le cyclone de 1928, numéro spécial de *France-Antilles* sur Hugo, etc.). Un membre de l'association « l'amicale des ouragans »¹, qui œuvre pour la construction de cette mémoire, explique qu'il peine à trouver des relais institutionnels.
- 53 À l'échelle individuelle, les personnes interrogées citent les cyclones du passé, ce qui témoigne d'une mémoire des catastrophes. Cette mémoire découle très largement des expériences vécues et relève donc de la mémoire vive. La transmission familiale joue un rôle important et les répondants évoquent les récits de leurs parents ou leurs grands-parents sur les expériences des cyclones passés (référence au cyclone de 1928 par exemple). En revanche, seuls les natifs de l'île ou les personnes installées depuis longtemps sur le territoire peuvent bénéficier de l'expérience de leur famille, des voisins ou des amis. Ce n'est pas le cas pour les personnes récemment installées ou dont la durée de résidence est courte (en particulier pour une affectation professionnelle). Et même pour les natifs ou les habitants de longue date, cette mémoire ne contribue pas forcément à une évaluation correcte du risque ou à l'adoption des mesures préventives.

Les limites de l'expérience et de l'apprentissage

- 54 Les récits montrent que l'expérience et l'apprentissage jouent un rôle important. Ils peuvent conduire à une réduction importante de la vulnérabilité des personnes. R.-M.* explique que son père a reconstruit une première fois sa maison, après le passage de Betsy en 1956. Faute d'argent, l'habitation est rebâtie en bois, matériau peu onéreux, face à la mer, à quelques mètres de la précédente. La maison est à nouveau détruite par Inez en 1966, mais cette fois-ci elle est reconstruite en parpaings, avec une chape en béton qui sert de toit. La répétition des destructions conduit donc à une adaptation de l'habitat, qui renforce la résistance du bâtiment et diminue la vulnérabilité de ses habitants.
- 55 La fréquence des événements semble aussi importante que l'expérience elle-même. Après un événement d'intensité majeure, les personnes semblent être plus enclines à mettre en place des mesures préventives, mais cette volonté diminue en l'absence de répétition de l'aléa. Ainsi, plusieurs personnes qui ont vécu Maria, énumèrent une liste d'actions qu'elles auraient souhaité mettre en œuvre pour être mieux protégées lors de la saison cyclonique suivante : ne plus attendre le dernier moment pour constituer les stocks, construire une pièce refuge, acheter un groupe électrogène, une radio à piles, une tronçonneuse, mieux élaguer les arbres, vider les gouttières et les congélateurs, ou encore se regrouper chez des voisins. Mais elles reconnaissent aussi que, deux ans

après, la plupart de ces actions n'ont pas été réalisées. Par exemple, D.* comptait construire un abri en dur, mais il y a renoncé pour l'instant, la peur d'une nouvelle catastrophe s'éloignant.

- 56 Enfin, l'expérience des cyclones peut en outre se révéler, de façon paradoxale, contre-productive. L'expérience est à l'origine d'un apprentissage qui fait que d'événement en événement, les personnes intègrent les mesures préventives et les comportements de sauvegarde. Elles disent « être moins passives », participer davantage à la protection des biens et des personnes du logement, y compris en situation d'urgence, prendre des initiatives pour protéger les plus vulnérables et se mettre en sécurité, etc. Plusieurs répondants soulignent qu'ils ont gagné en confiance et sont devenus de plus en plus autonomes. Certains témoignent également du fait que pendant les ouragans, ils s'appuyaient sur les individus les plus expérimentés pour se rassurer et qu'ils réglaient leur conduite sur leur comportement.
- 57 Le fait d'avoir vécu un ou plusieurs cyclones majeurs conduit toutefois les personnes à sous-estimer le risque et à se penser invulnérables, ou, en tous cas, suffisamment expérimentées pour faire face. Un gendarme présent à Saint-Martin lors du passage d'Irma, raconte que les gens refusaient d'évacuer malgré les consignes, au motif qu'ils « avaient connu Luis ». Ce point est également confirmé par les membres de la Croix-Rouge que nous avons interrogés. En Guadeloupe, le souvenir d'Hugo a convaincu certaines personnes de rester chez elles.
- 58 Plus largement, les entretiens montrent que les individus ont tendance à raisonner à partir de ce qu'ils ont connu. Ils ont du mal à se figurer ce qu'ils n'ont pas vécu. Une personne nous explique qu'on a beau connaître les prévisions, qu'on a beau se préparer, « on n'imagine pas le pire, parce que c'est difficile de s'imaginer le pire ». L'expérience vient alors renforcer l'inimaginable, qui empêche les individus de se représenter le danger réel, même si la personne est informée de l'arrivée d'un cyclone majeur et en connaît les risques.

Quels liens entre culture du risque et comportements appropriés en cas de crise ?

- 59 Même lorsque les individus connaissent les mesures de sauvegarde et les conduites appropriées, cela ne signifie pas que ces « bonnes » pratiques seront mises en œuvre. Les retours d'expériences montrent qu'être informé ne suffit pas pour adopter le comportement adéquat.
- 60 Pour expliquer cet écart, on peut d'abord observer un lien fort entre le niveau d'alerte et l'application des consignes. La comparaison entre Irma et Maria est éclairante. Irma est annoncée plusieurs jours à l'avance. Météo-France avertit les autorités d'une menace cyclonique dans la nuit du 1er au 2 septembre, la vigilance jaune est lancée le 3, le 5 septembre à 6 h la prévision fait état d'un ouragan de catégorie 4, puis à midi de catégorie 5. L'ouragan passe sur les îles du Nord pendant la nuit. Dans les entretiens, les gendarmes et les personnes de la Croix-Rouge indiquent que c'est l'annonce de la catégorie 4, puis 5, qui conduit les populations habitant les zones exposées à la submersion à quitter leur logement. Pour Maria au contraire, l'ouragan s'est intensifié très brutalement. Annoncé en catégorie 2 le matin du 18 septembre, il passe en catégorie 3 puis 4 dans la soirée. Plusieurs personnes nous disent qu'elles n'ont pas su que le cyclone s'intensifiait. Elles étaient déjà enfermées chez elles, il faisait nuit, le

courant était coupé et la radio n'émettait plus. Pensant qu'il s'agissait d'un ouragan de faible intensité, les personnes racontent qu'elles n'ont pas pris les mesures de sauvegarde nécessaires.

- 61 Les récits évoquent souvent les changements d'intensité, de trajectoire, de manifestation de l'aléa pour expliquer des situations de mise en danger. Plusieurs personnes mentionnent l'ouragan Lenny en 1999, qui a déversé des pluies abondantes sur la Guadeloupe. Elles racontent que « le cyclone a changé d'intensité en fin de journée ». B.* explique que les autorités ont fermé les écoles, mais ont aussi donné l'ordre d'interrompre la circulation et les transports publics. Des enfants et des adolescents se retrouvent seuls dans les rues. B.* raconte qu'il a recueilli trois adolescents qui ont dormi chez lui. M.-P.*, qui était encore lycéenne, se souvient qu'elle a dû rentrer chez elle, en « nageant à plusieurs reprises » (nous la citons) pour traverser des rues inondées.
- 62 On note ensuite que la mise en œuvre des mesures de sauvegarde relève de décisions individuelles qui dépendent à la fois de l'appréciation de la situation en un temps donné et d'un ensemble de paramètres qui n'ont parfois rien à voir avec le risque cyclonique. Certains récits montrent d'abord que des personnes ont mis en œuvre des réponses qui contrevenaient aux guides de bonnes pratiques, mais qui se sont révélées finalement adaptées à des circonstances particulières. Certains répondants expliquent ainsi qu'ils ont pris la décision de quitter leur domicile pendant le passage de l'œil d'un ouragan pour rejoindre un abri qu'ils pensaient plus sûr. Dans certains cas, les individus choisissent délibérément de ne pas suivre les consignes. Si certaines personnes agissent par excès de confiance et d'optimisme, d'autres se mettent consciemment en danger. Juste après Lenny, R.-M.** brave ainsi les interdictions de la gendarmerie et les avertissements des personnes qu'elle rencontre, pour rejoindre la maison de son fils et de son épouse enceinte, parce qu'elle a entendu que les dommages à Pigeon, où il réside, étaient importants et qu'elle veut aller à son secours. B**., pêcheur, décide de prendre la mer pour aller mettre en sécurité son bateau, qui est son outil de travail, et laisse son épouse seule chez elle. Enfin, certaines personnes expliquent qu'elles n'ont pas eu la possibilité de mettre en place les mesures préventives : manque de force physique, manque de moyens matériels, de capital financier, contraintes liées à la charge d'enfants ou de parents dépendants, etc.

Conclusion

- 63 Il est par conséquent nécessaire de nuancer les discours qui généralisent la « culture du risque » à l'échelle d'un territoire et qui la relie directement à la culture de la sécurité qui permet la résilience individuelle. À l'échelle collective, la « culture du risque » doit être contextualisée en fonction de la récurrence des événements, de leur nature et de leur intensité, des dynamiques territoriales ou de l'hétérogénéité des populations. À l'échelle individuelle, la traduction de « culture du risque » en termes de résilience est un processus multifactoriel non-linéaire.
- 64 Habiter un territoire exposé au risque cyclonique ne signifie pas qu'on a « l'habitude » des événements majeurs et *a fortiori* des catastrophes. La récurrence des aléas doit être mise en perspective avec l'intensité des crises qui en découlent, les perceptions qu'en ont les individus, les dommages effectivement subis par les personnes et les expériences effectivement vécues. On voit aussi que le fait de vivre régulièrement des

événements mineurs biaise la représentation des événements majeurs et conduit souvent à sous-estimer sa vulnérabilité et à surestimer ses capacités à faire face à un événement majeur.

- 65 L'enquête réalisée confirme que les individus s'appuient sur leurs expériences, mais aussi sur différentes sources d'information (information préventive, école, famille, amis, voisins, collègues de travail, *etc.*) pour appréhender le risque et s'approprier les comportements de sauvegarde et de prévention. Si le risque cyclonique est connu des populations, si l'information préventive s'est développée et porte ses fruits, on voit que la préparation reste insuffisante et que le risque est encore sous-estimé en cas d'événements majeurs. De plus, la conscience du danger, la mémoire des événements, l'expérience, la connaissance des gestes et comportements appropriés, n'induisent pas mécaniquement des conduites de sauvegarde. En fonction des circonstances et du déroulement de l'événement mais aussi du contexte personnel, les individus réagissent, improvisent, bricolent. Ils opèrent des choix en fonction de leurs besoins ou de leurs moyens, et de leur perception de la situation.
- 66 La mise en œuvre des « bons comportements » ne dépend donc pas uniquement de la « culture du risque » telle que définie par les pouvoirs publics. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à l'information préventive ou l'éducation aux conduites appropriées, à entretenir la mémoire des catastrophes ou à s'appuyer sur l'apprentissage. Mais ces actions doivent être réinscrites dans un questionnement plus large sur les contextes qui permettent aux individus de s'approprier et de mettre en œuvre les mesures de prévention et de sauvegarde.

BIBLIOGRAPHIE

Adger W. N., 2000. Social and ecological resilience: are they related? *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 3, p. 347-364. DOI: <https://doi.org/10.1191/030913200701540465>

Adger W. N., Hughes T. P., Folk C., *et al.*, 2005. Social-ecological resilience to coastal disasters. *Science*, vol. 309, n° 5737, p. 1036-1039. DOI: <https://doi.org/10.1126/science.1112122>

Beck E., 2006. *Approche multi-risques en milieu urbain : Le cas des risques sismiques et technologiques dans l'agglomération de Mulhouse (Haut-Rhin)*. Thèse de doctorat, Strasbourg 1.

Beck E., André-Poyaud I., Davoine P. A., Charbonnel S., & Lutoff C., 2012. Risk perception and social vulnerability to earthquakes in Grenoble (French Alps). *Journal of Risk Research*, vol. 15, n°10, p. 1245-1260. DOI: <https://doi.org/10.1080/13669877.2011.652649>

Beck E., Cartier S., Colbeau-Justin L., Azzam C., & Saikali M., 2018. Vulnerability to earthquake of Beirut residents (Lebanon): perception, knowledge, and protection strategies. *Journal of Risk Research*, p. 1-18. DOI: <https://doi.org/10.1080/13669877.2018.1466826>

Beck E., Glatron S., 2009. Vulnérabilité socio-spatiale aux risques majeurs : l'approche du géographe. In Becerra S., Peltier A., *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. Paris, L'Harmattan, p. 331-346.

- Beck U., 1986. *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Flammarion, 521 p.
- Becerra S. et Peltier A., 2009. *Risques et environnement, recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*. Editions L'Harmattan, 578 p.
- Benitez F., 2018. *Faire face ou vivre avec les catastrophes ? Capacités d'adaptation et capacités dans les trajectoires de résilience individuelles et territoriales au sein de l'espace Caraïbe*. Thèse de doctorat, Université Paul-Valéry de Montpellier 3.
- Benoît C. 2008. Saint Martin's change of political status: Inscribing borders and immigration laws onto geographical space. *New West Indian Guide*, vol. 2 n° 3-4, p. 211-235. DOI: <https://doi.org/10.1163/13822373>
- Birkmann J., 2006. *Measuring vulnerability to natural hazard*. New-Delhi, Unu-Teri Press, 527 p.
- Blesius J.-C., 2013. Discours sur la culture du risque, entre approches négative et positive. Vers une éducation aux risques ? *Géographie et cultures*, vol. 88, p. 249-265. DOI: <https://doi.org/10.4000/gc.3141>
- Bonilla Y., 2015. *Non-sovereign futures: French Caribbean politics in the wake of disenchantment*. University of Chicago Press, 248 p.
- Boudia S., 2013. La genèse d'un gouvernement par le risque. In Bourg D., Joly P.-B., Kaufmann A. (ed.), *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*. Colloque de Cerisy, Paris, Presses Universitaires de France, p. 57-78.
- Bretesché S., Gherardi A., 2018. Pour une approche culturaliste du risque environnemental. *Développement durable et territoires* [En ligne], vol. 9, n° 3, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/12624> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.12624>
- Burac M., 1999. *Les Antilles, terres à risques*. Terres d'Amérique, vol. 2, 310 p.
- Cannon T., 1994. Vulnerability analysis and the explanation of 'natural' disasters. *Disasters, development and environment*, vol. 1, p. 13-30.
- Chenet M., Grancher D., Redon M., 2014. Main issues of an evacuation in case of volcanic crisis: social stakes in Guadeloupe (Lesser Antilles Arc). *Natural hazards*, vol. 73, n° 3, p. 2127-2147. DOI: <https://doi.org/10.1007/s11069-014-1184-6>
- Cutter S. L., Barnes L., Berry M. et al., 2008. A place-based model for understanding community resilience to natural disasters. *Global environmental change* [En ligne], vol. 18 n° 4, p. 598-606. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.07.013>
- Daniel J., 2009. La crise sociale aux Antilles françaises. *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif. <http://journals.openedition.org/echogeo/11117> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.11117>
- D'Ercole R., Dollfus O., 1996. Mémoire des catastrophes et prévention des risques. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 4, n° 4, p. 381-391.
- D'Ercole R., Thouret J.-C., Dollfus O. et al., 1994. Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse. *Revue de Géographie Alpine/Journal of Alpine Research*, vol. 82, n° 4, p. 87-96.
- Dollfus O., D'Ercole R., 1995. Les mémoires des catastrophes au service de la prévision et de la prévention des risques naturels. In *Risques naturels, risques de sociétés*, Economica, p. 7-18.
- Douglas M., Wildavsky A., 1982. *Risk and culture: an essay on the selection of technical and environmental dangers*. University of California Press, 221 p.

- Dournel S., Grapelois M., Douvinet J., 2015. Les projets urbains en zones inondables communiquent-ils sur les risques ? Regard sur les politiques d'aménagement de quartiers à Saint-Étienne, Orléans et Nantes. *Belgeo. Revue belge de géographie* [En ligne], vol. 1. <http://journals.openedition.org/belgeo/16691> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/belgeo.16691>
- Douvinet J., Pallares R., Genre-Grandpierre C., et al., 2013. L'information sur les risques majeurs à l'échelle communale. Occurrence et facteurs explicatifs du DICRIM, un outil préventif sous-utilisé. *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne]. <http://journals.openedition.org/cybergeo/26112> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeo.26112>
- Jno-Baptiste P., Yacou A., 2007. *Les risques majeurs aux Antilles : approche culturelle et prévention sociale*. Université Antilles-Guyane, CERC, Centre d'études et de recherches caraïbéennes - Karthala, 351 p.
- Diémert S., 2007. La création de deux nouvelles collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution : Saint-Barthélemy et Saint-Martin. *Revue Française de Droit Administratif*, vol. 4, p. 669-680.
- Duvat V., 2008. Le système du risque à Saint-Martin (Petites Antilles françaises). *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 11. <http://journals.openedition.org/developpementdurable/7303>; DOI: <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.7303>
- Fabiani J.-L., Theys J., 1987. *La société vulnérable, évaluer et maîtriser les risques*. Éditions de la Rue d'Ulm, 688 p.
- Favier R., Granet-Abisset A.-M., 2000. *Histoire et mémoire des risques naturels*. Maison des Sciences de l'Homme-Alpes, 282 p.
- Folke C., Carpenter S., Elmqvist T., et al., 2002. Resilience and sustainable development: building adaptive capacity in a world of transformations. *AMBIO : A journal of the human environment*, vol. 31, n° 5, p. 437-441. DOI: <https://doi.org/10.1579/0044-7447-31.5.437>
- Gaillard J.-C., 2010. Vulnerability, capacity and resilience: perspectives for climate and development policy. *Journal of International Development*, vol. 22 n° 2, p. 218-232, DOI: <https://doi.org/10.1002/jid.1675>.
- Gallopin G. C., 2006. Linkages between vulnerability, resilience and adaptive capacity. *Global Environmental Change*, vol. 16, n° 3, p. 293-303, DOI: <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.02.004>
- Garnier E., Desarthe J., et Moncoulon D., 2015. The historic reality of the cyclonic variability in French Antilles. *Climate of the Past Discussions*, vol. 11, n° 2, p. 1635-2007. DOI : <https://doi.org/10.5194/cpd-11-1519-2015>
- Ghoul J., Coanus T., Lefort I., 2018. Quand science géographique et gestion technique construisent la notion de risque. *Géocarrefour* [En ligne], vol. 92, n° 4. <http://journals.openedition.org/geocarrefour/11099> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.11099>
- Giddens A., 1994. *Les Conséquences de la modernité*. Paris, Éditions l'Harmattan, 192 p.
- Goeldner-Gianella L., Grancher D., Karanci N. et al., (dir), 2016. Le risque de tsunami dans quelques pays méditerranéens (France, Italie, Espagne et Turquie) : connaissance de l'aléa, perception et gestion du risque. In *Conférence Méditerranéenne Côtière et Maritime, Ferrara, Italy* [En ligne]. <https://www.paralia.fr/cmcm/e03-41-goeldner.pdf>
- Goujon M., Hoarau J. F., 2015. Une nouvelle mesure du développement des économies ultramarines françaises à travers l'application de l'indicateur de développement humain « hybride ». *Région et Développement*, vol. 42, p. 55-78.

- Hellequin A. P., Flanquart H., Meur-Ferec C., Rulleau B., 2013. Perceptions du risque de submersion marine par la population du littoral languedocien : contribution à l'analyse de la vulnérabilité côtière. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 21, n° 4, p. 385-399. DOI: <https://doi.org/10.1051/nss/2014002>
- Huc J.C., Etna M. (dir.), 2015. *Éclats de temps : Anthologie des événements extrêmes de la Guadeloupe*. Gosier, PLB Éditions, 256 p.
- Jeffery S. E., 1982. The Creation of Vulnerability to Natural Disaster: Case Studies from the Dominican Republic. *Disasters*, vol. 6 n° 1, pp.38-43. DOI: <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.1982.tb00742.x>
- Klein R.J.T., Nicholls I. R. J., Thomalla F., 2003. Resilience to natural hazards: How useful is this concept? *Global Environmental Change Part B : Environmental Hazards*, vol. 5 n° 1-2, p. 35-45. DOI : <https://doi.org/10.1016/j.hazards.2004.02.001>
- Kermisch C., 2010. *Les paradigmes de la perception du risque*. Paris, Lavoisier, 248 p.
- Lamarre M., Chadenas C., Chauveau E. et al., 2016. Percevoir les risques côtiers par la carte mentale : exemple sur le littoral des Sables-d'Olonne. *Les Cahiers Nantais*, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01417191/document>
- Langumier J., Verdier L., 2015. Sécurisation des digues et dispositifs de « culture du risque » : une alliance originale sur le delta du Rhône dans un contexte post-catastrophe. *Géocarrefour*, n° 90. DOI: 10.4000/geocarrefour.9898
- Le Blanc A., 2010. La conservation des ruines traumatiques, un marqueur ambigu de l'histoire urbaine. *L'Espace géographique*, vol. 39, p. 253-266. DOI: <https://doi.org/10.3917/eg.393.0253>
- Leone F., Komorowski J.-C., Gherardi-Leone M. et al., 2018. Accessibilité territoriale et gestion de crise volcanique aux Antilles françaises (Guadeloupe & Martinique) : contribution à la planification des évacuations. *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne]. <http://journals.openedition.org/cybergeog/29425>; DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeog.29425>
- Lewis J., 2009. An Island Characteristic: Derivative Vulnerabilities to Indigenous and Exogenous Hazards. *Shima* [En ligne], vol. 3 n° 1, p. 3-15. <http://www.shimajournal.org/issues/v3n1/d.%20Lewis%20Shima%20v3n1%203-15.pdf>
- Lhomme S., 2012. *Les réseaux techniques comme vecteur de propagation des risques en milieu urbain - Une contribution théorique et pratique à l'analyse de la résilience urbaine*. Thèse de doctorat, Université Paris-Diderot - Paris VII.
- Lopez-Marrero T., Wisner B., 2012. Not in the same boat: Disasters and differential vulnerability in the insular Caribbean. *Caribbean Studies*, p. 129-168. DOI: <https://doi.org/10.2307/41917606>
- Lopez-Marrero T., Vergara J. Q., Simovic K. et al., 2013. Hazards and Disasters in the Insular Caribbean: A systematic literature review. *Caribbean Geography*, p. 84-104.
- Mas M., 2012. *Analyse comparative des représentations du risque volcanique en milieu insulaire : Guadeloupe, Martinique et Réunion*. Thèse de doctorat, Université Paul Valéry-Montpellier III.
- Mas M., Leone F., 2009. Représentations mentales du risque volcanique au sein de populations insulaires menacées. Le cas des îles de la Réunion et de la Guadeloupe. *Villes et Volcans. Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal*, coll. *Volcaniques*, p. 97-119.
- Manyena S. B., O'Brien G., O'Keefe P. et al., 2011. Disaster resilience: a bounce back or bounce forward ability? *Local Environment: The International Journal of Justice and Sustainability*, vol. 16 n° 5, p. 417-424. DOI: <https://doi.org/10.1080/13549839.2011.583049>

- Meschinet de Richemond N., 2016. Modernité, anachronisme et ambivalence des risques et catastrophes naturelles à travers l'approche géohistorique. *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], vol. 16, n° 3. <http://journals.openedition.org/vertigo/18034> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/vertigo.18034>
- Nicolas T., 2005a. « L'hypo-insularité », une nouvelle condition insulaire : l'exemple des Antilles françaises. *L'Espace géographique*, vol. 34 n°4, p. 329-341. DOI: <https://doi.org/10.3917/eg.344.0329>
- Nicolas T., 2005b. Le fragile équilibre d'une île-carrefour : Saint-Martin. In Bernadine N., Taglioni F., *Les dynamiques contemporaines des îles-relais : de l'île escale aux réseaux insulaires*, p. 163-180.
- Nicolas T., Pagney Bénito-Espinal F, Lagahé É et al., 2018. Les catastrophes cycloniques de septembre 2017 dans la Caraïbe insulaire au prisme de la pauvreté et des fragilités sociétales. *EchoGéo* [En ligne], n°46. <http://journals.openedition.org/echogeo/16439> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.16439>
- November V., Penelas M., Viot P., 2011. *Habiter les territoires à risques*. PPUR Presses polytechniques, 264 p.
- O'Keefe P., Westgate K., Wisner B., 1976. Taking the naturalness out of natural disasters. *Nature*, n° 260, p. 566-567. DOI: <https://doi.org/10.1038/260566>
- Pagney Benito-Espinal F, 2003. *Les risques de tempêtes et d'ouragans en Martinique et en Guadeloupe : analyse comparée*. Terres d'Amérique n° 4. Karthala-Géode-Caraïbe, Paris, p. 311-326.
- Pagney F., 1999. La prévention des risques cycloniques dans les Antilles françaises : constats et propositions. *Terres d'Amérique*, n° 2, p. 41-60.
- Pagney F. et Suedois J., 1999. Connaissances et perceptions du risque cyclonique en contexte micro-insulaire (Terre-de-Haut des Saintes). In Pagney F., Leone F. (dir.), *Les Antilles, terres à risques*. Paris, Éditions Karthala et GÉODE Caraïbe, p. 61-79.
- Peretti-Watel P., 2005. La culture du risque, ses marqueurs sociaux et ses paradoxes : une exploration empirique. *Revue économique*, vol. 56, p. 371-392. DOI: <https://doi.org/10.3917/reco.562.0371>
- Pielke R. et al., 2003. Hurricane Vulnerability in Latin America and The Caribbean: Normalized Damage and Loss Potentials. *Natural Hazards Review*, vol. 4, n° 3, p. 101-114. DOI: [https://doi.org/10.1061/\(ASCE\)1527-6988\(2003\)4:3\(101\)](https://doi.org/10.1061/(ASCE)1527-6988(2003)4:3(101))
- Pigeon P., 2005. *Géographie critique des risques*. Paris, Économica, 217 p.
- Préfecture de Guadeloupe, 2014. Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), 112 p.
- Provitolo D., Reghezza-Zitt M., 2015. Résilience et vulnérabilité : de l'opposition au continuum. In Reghezza M., Rufat S. (dir.), *Résilience : Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*. ISTE Editions, p. 43-60. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01161598>.
- Redon M., 2006. Saint-Martin/Sint-Maarten, une petite île divisée pour de grands enjeux. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 234, p. 233-266. DOI: <https://doi.org/10.4000/com.73>
- Redon M., Grancher D., 2014. La Guadeloupe et ses espaces pénitentiaires : quelles discontinuités de l'ordre en outre-mer ? *EchoGéo* [En ligne], n° 28. <http://journals.openedition.org/echogeo/13834> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.13834>
- Reghezza-Zitt M. et Rufat S., 2019. Disentangling the Range of Responses to Threats, Hazards and Disasters, Vulnerability, Resilience and Adaptation in question. *Cybergeog: European Journal of Geography* [En ligne]. <http://journals.openedition.org/cybergeog/32917> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeog.32917>

- Reghezza M., Rufat S. (dir.), 2015. *Résilience : Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*. Londres, ISTE Editions, 226 p.
- Reghezza-Zitt M., Rufat S., Djament-Tran G. *et al.*, 2012. What Resilience Is Not: Uses and Abuses. *Cybergeog* [En ligne]. <http://journals.openedition.org/cybergeog/25554> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/cybergeog.25554>
- Revet S., 2011. Injonctions contradictoires. La gestion internationale des catastrophes naturelles : entre vulnérabilité et résilience. *Séminaire Résilience Urbaine* [En ligne], ENS Ulm, février. <http://www.geographie.ens.fr/Compte-rendus-de-seances-2010-2011.html>
- Rode S., 2009. *Au risque du fleuve. La territorialisation de la politique de prévention du risque d'inondation en Loire moyenne*. Thèse de doctorat, Université de Nanterre-Paris X.
- Slovic P., 2010. *The feeling of risk: New perspectives on risk perception*. Routledge, 456 p.
- Taglioni F., 2011. *Insularité et développement durable*. Marseille, IRS Éditions, 551 p.
- Thouret J.-C., D'Ercole R., 1995. Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales. *Cahiers des sciences humaines. ORSTOM*, vol. 32, n° 2, p. 407-422.
- UNISDR (United Nations Office for Disaster Risk Reduction), 2005. *Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters*. New York and Geneva, United Nations publication, A/CONF.206/6, 25 p. [Traduction française en ligne: www.unisdr.org/hyogo/2005.pdf]
- UNISDR (United Nations Office for Disaster Risk Reduction), 2015. *Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030*. 18 March, United Nations publication, A/CONF.224/CRP.1. [Traduction française en ligne : https://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasterris.pdf]
- Weichselgartner J., Kelman I., 2015. Geographies of resilience: Challenges and opportunities of a descriptive concept. *Progress in Human Geography*, vol. 39 n° 3, p. 249-267. DOI: <https://doi.org/10.1177/0309132513518834>
- Chantry G. *et al.*, 2016. Culture, connaissance et réduction des risques de catastrophe : liens critiques pour une transformation sociétale durable. [VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], vol. 16, n°3. <https://id.erudit.org/iderudit/1039993ar>
- White G. F., Haas J. E., 1975. *Assessment of research on natural hazards*. MIT Press, Cambridge, M. A., 487 p.
- Wisner B., 2016. Vulnerability as concept, model, metric, and tool. *Natural Hazard Science : Oxford Research Encyclopedias* [En ligne]. DOI: <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199389407.013.25>
- Wisner B., O'Keefe P., et Westgate K., 1977. Global systems and local disasters: The untapped power of people science. *Disasters*, vol. 1, n° 1, p. 47-57. DOI : <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.1977.tb00008.x>
- Wisner B., Blaikie P., Cannon T., Davis I., 2004 [1ère ed. : 1994]. *At risk: natural hazards, People's Vulnerability, and Disasters*. London, Routledge, 471 p.

NOTES

1. Site internet : www.amicale-des-ouragans.org

RÉSUMÉS

L'objet de cet article est d'interroger l'utilisation de la notion de « culture du risque » par les différents acteurs du champ de la prévention des catastrophes naturelles et de la gestion de crise. Suite à la saison cyclonique 2017, différents gestionnaires ont mis en avant la culture du risque des populations des « Antilles françaises », pour expliquer leur résilience. En croisant les témoignages d'habitants et de gestionnaires de crise, nous montrons que les individus ont conscience du risque cyclonique et connaissent les mesures de sauvegarde, mais que le danger est sous-évalué et la préparation inégale. Nous revenons alors sur la nécessaire contextualisation de la construction d'une « culture du risque » à l'échelle individuelle, pour discuter son rôle dans la résilience des personnes.

This paper addresses the notion of "risk culture", used in the French natural disaster prevention and crisis management field. Following the 2017 cyclonic season, various managers underlined the risk culture of the « French Caribbean populations » to explain their resilience. By combining inhabitants testimonies and crisis managers interviews, we show that individuals are aware of the cyclonic risk and know the safeguarding measures, but that the risk is underestimated and the preparation is uneven. We return to the necessary contextualization of a "culture of risk" at the individual level and discuss its role in people's resilience.

INDEX

Keywords : risk culture, individual, resilience, hurricane, Guadeloupe, Saint-Martin

Mots-clés : Culture du risque, résilience individuelle, risque cyclonique Guadeloupe, Saint-Martin

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEURS

FANNY BENITEZ

Fanny Benitez, fanny.tez@gmail.com, est post-doctorante au sein du projet de recherche V-CARE, Université Paris Diderot, IHSS, CRPMS. Elle a récemment publié :

Benitez F., Reghezza-Zitt M., 2018. Les capacités à faire face ou comment repenser la résilience des individus, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série n° 30. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/19116> - DOI: <https://doi.org/10.4000/vertigo.19116>

MAGALI REGHEZZA-ZITT

Magali Reghezza-Zitt, magali.reghezza@ens.fr, est maître de conférences habilitée à diriger des recherches à l'ENS (PSL) et membre du Laboratoire de géographie physique de Meudon (LGP). Elle a récemment publié :

- Benitez F., Reghezza-Zitt M., 2018. Les capacités à faire face ou comment repenser la résilience des individus, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série n° 30. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/19116> - DOI: <https://doi.org/10.4000/vertigo.19116>

- Reghezza-Zitt M., 2017. Penser la vulnérabilité dans un contexte de globalisation des risques grâce aux échelles spatiales et temporelles. *Espace populations sociétés* [En ligne], 2016/n° 3. URL : <http://journals.openedition.org/eps/6641> - DOI: <https://doi.org/10.4000/eps.6641>
- Reghezza-Zitt M., 2016. Des hommes et des risques. *Menaces locales, menaces globales. Documentation photographique*, 64 p.

NANCY MESCHINET DE RICHEMOND

Nancy Meschinet de Richemond, nancy.de-richemond@ird.fr, est Professeur de géographie à l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et membre de l'UMR GRED. Elle a récemment publié :

- Bord J.-P., Meschinet de Richemond N., 2018. L'ambivalence de la carte entre visible et invisible. *CFC*, n° 235-236, p. 119-134.